

Par Jean-René Cazeneuve, député (LREM) du Gers

Parmi les causes de l'abstention record qui a marqué les élections régionales et départementales, un aspect a été peu mis en relief : en ne votant pas, les Français ont exprimé combien ils connaissent mal **le rôle et l'action des régions et des départements**. On ne peut blâmer nos concitoyens tant il est difficile de s'y retrouver. Et encore plus de mesurer objectivement l'impact de l'action de tel ou tel président de région ou de département. Complicé par exemple pour un parent d'élève de juger de l'état du lycée de son enfant par rapport à ceux de la région voisine.

**Cette illisibilité est due à trois facteurs** : la superposition des compétences insuffisamment clarifiées entre les différents échelons ; la multiplicité des sources de financement ; la dilution des responsabilités de notre organisation territoriale (quand un projet voit le jour, il y a beaucoup de fées autour du berceau).

A l'échelon national ou à celui du bloc communal, c'est assez clair. Les programmes sont connus, l'impact des décisions est visible, concret et mesurable. Ce n'est pas le cas pour les niveaux de collectivités territoriales intermédiaires. Quand un TER archaïque arrive en retard dans une gare délabrée, à qui la faute entre l'Etat et la région ? Quand ça va bien, on a tendance à remercier les collectivités, mais quand ça ne marche pas c'est toujours la faute de l'Etat. Ce flou rend confuse l'action des départements et des régions.

**Le mandat de François Hollande devait consacrer l'acte III de la décentralisation. Il a plutôt ajouté à la cacophonie.** La loi de modernisation de l'action publique n'a fait que complexifier le millefeuille territorial. La loi redécoupant les régions, qui sont passées de 22 à 14, a creusé la distance entre les Français et l'échelon régional. Enfin, la loi NOTRe, censée simplifier et clarifier les compétences des collectivités locales, **a en réalité conduit à une organisation territoriale plus complexe et à une perte de proximité entre les citoyens et les élus locaux.** De plus, les hésitations permanentes sur la suppression de l'échelon départemental et de sa clause générale de compétence ont largement détérioré l'image de celui-ci auprès des Français.

Les actions des présidents de région sortants ajoutent à cette confusion. Quand ils se servent de leur mandat comme d'un marchepied pour leurs ambitions présidentielles, cela ne fait que désintéresser davantage les Français des régions. Certains alimentent le mélange des responsabilités et des compétences pour étoffer leurs bilans. Quand Laurent Wauquiez adopte pour slogan « *une priorité, la sécurité* » aux régionales, il dupe les Français : la sécurité n'est pas une compétence de la région. Ne soyons pas pessimistes pour autant : l'échec de la décentralisation ne doit pas remettre en cause l'échelon local. **Il serait injuste de considérer que l'abstention a sanctionné l'impuissance des élus.** Jamais un exécutif n'a pris autant de décisions avec un impact aussi important sur la vie quotidienne des Français : confinement, mesures sanitaires, plan de relance, etc. Ces décisions se sont majoritairement faites après concertation des élus locaux. Pour la tenue même de ces élections, ils ont été consultés. Une majorité de nos 35.000 maires ont ainsi souhaité maintenir le scrutin au mois de juin.

**Notre République a besoin des collectivités territoriales.** Elles ont leur rôle à jouer dans la relance économique de notre pays. Elles ont aussi leur place dans la transition écologique, et c'est à ce titre que le projet de loi climat et résilience leur fait la part belle. Même si notre pays sort de plus de vingt ans de réformes territoriales successives, ces élections prouvent qu'un travail considérable de clarification des compétences, des financements et des responsabilités est devenu nécessaire. L'alignement de ces trois paramètres pour chacun des niveaux de collectivités territoriales doit être un des enjeux de la prochaine élection présidentielle.